agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

# ASIE/SYRIE - Le « califat de Saraqib », lieu de l'assassinat du Père Mourad

Idlib (Agence Fides) – Le gouvernorat d'Idlib est devenu « le califat de Saraqib » : la région d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, entre Alep et Hama, contrôlée par des factions islamistes des rebelles syriens, est le territoire sur lequel se trouve l'église latine de Saint Antoine de Padoue de Ghassanieh, dans le village de Jisr el –Choughour, où a été assassiné le Père François Mourad, prêtre syro-catholique. Actuellement, la ville d'Idlib, capitale du gouvernorat homonyme, est contrôlée par l'armée régulière mais le territoire qui l'entoure se trouve en revanche entre les mains de bandes de rebelles fortement infiltrés par le groupe djihadiste Jabhat al-Nusra que des sources qualifiées de l'Agence Fides qualifient de « l'un des plus exagérément fondamentalistes ». Ce sont ces factions qui ont comme unique objectif déclaré celui d'instaurer un califat islamique dans lequel serait en vigueur une loi restrictive n'admettant pas même la présence des infidèles (kafir). « Ils ont transformé l'islam en une idéologie de nettoyage ethnique – explique à Fides l'activiste social Farid, un syrien musulman sunnite d'Idlib, qui se déclare – choqué et préoccupé par la situation. Nous avons tous peur ».
« Il s'agit d'une nouvelle édition du fondamentalisme islamique, le plus restrictif de l'histoire » explique Farid. Les groupes islamistes ont érigé en « capitale du califat » la petite ville de Saraqib, où a été proclamé un Emir et a également été institué un tribunal islamique, le seul compétent pour tout type de controverse, qui applique de manière servile la charia comme seule source du droit. « Le juge suprême en est un homme rustre et en rien érudit. Il était (auparavant NDT) ouvrier et il s'est vu adjoindre un autre juge provenant d'Arabie Saoudite » explique Farid.
« Dans une telle situation, inconcevable connaissant l'histoire et la tradition de la Syrie, tout devient possible. Nous vivons dans une atmosphère de terreur et d'insécurité. Il est possible que des décapitations aient lieu – explique-t-il – parce que, pour cette idéologie, l'infidèle doit être décapité. Pour d'autres délits mineurs, les hommes sont mutilés dans leurs membres, roués de coups ou flagellés. Il suffit d'une fatwa et tout abus des droits humains devient légal, surtout à l'encontre des minorités tels que chrétiens, alaouites, ismaélites, shiites, druzes mais aussi à l'encontre des musulmans sunnites. Les islamistes disposent librement de la vie même des minorités religieuses. Ces dernières sont épargnées par « clémence » et seulement si elles versent la jizya, la taxe imposée par la majorité islamique ». Il s'agit d'une situation insoutenable : « la population civile syrienne – conclut Farid – ne peut supporter cette atmosphère de fondamentalisme, étrangère à notre culture et à notre société. Où irons-nous ? ». (PA) (Agence Fides 02/07/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it